

<https://www.economiedistributive.fr/L-economie-distributive-au-coeur>



L'économie distributive au cœur des réponses à la crise

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2009 - N° 1095 - février 2009 -

Publication date: samedi 28 février 2009

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Dans la GR 1092 (novembre 2008), Guy Evrard relevait que certaines formations de la gauche française commençaient à appréhender la crise sociale et la crise écologique comme deux faces de la même crise globale du capitalisme, bousculant des schémas de pensée qui concourraient à l'impasse politique.

En découvrant l'économie distributive, il trouve dans ses fondements les réponses à la crise générale actuelle :

Sommaire

- [La crise d'une fuite en avant](#)
- [Emergence de l'économie distributive](#)
- [Des réponses à la crise](#)

Sociologues, économistes et historiens s'accorderont peut-être un jour pour dater la convergence de la crise économique et sociale et de la crise écologique en une crise globale qui secoue fortement notre planète et ses habitants en ce début du 21^{ème} siècle, mais qui a pris racine au cours du 20^{ème} siècle, sinon dès la première révolution industrielle. Après l'alerte du Club de Rome dans les années 1960, critiquant le mode de croissance occidental, puis la conférence des Nations-Unies sur l'environnement à Stockholm en 1972, la commission Brundtland, réunie à partir de 1983 à l'initiative de l'ONU, avance le concept de développement durable dans son rapport publié en 1987, entérinant en quelque sorte la prise de conscience collective, au niveau des états, du drame en train de se nouer.

Personnellement, je retiendrai aussi les observations antérieures d'un grand scientifique, le suédois Svante Arrhenius, prix Nobel de chimie en 1903. Dès 1904, il anticipe quantitativement le réchauffement climatique à venir dû au CO₂ qui résulte de la combustion des hydrocarbures fossiles accompagnant le développement industriel. En 1922, au cours d'une conférence en français à la Sorbonne, il fait part de sa préoccupation au sujet de la pérennité des ressources, dont il pressent qu'elle va sceller le destin de l'homme : « Nous ne devons pas léguer à nos enfants un héritage de moindre valeur que celui que nous avons reçu [...] Si la houille, ou en général les combustibles fossiles, dans lesquels l'énergie solaire des temps passés est en partie emmagasinée, faisaient défaut, la plupart des machines de l'industrie seraient arrêtées et nos moyens de communication seraient extraordinairement réduits [...] Les combustibles fossiles seront-ils consommés dans quelques milliers d'années ? Si cela était le cas, trouverons-nous quelque compensation qui pourrait sauver notre civilisation ? [...] Le développement explosif de l'industrie [...] n'est pas limité à l'usage du charbon, mais il s'étend aux différentes autres matières premières [1] ». Visionnaire, Arrhenius sous-estimait pourtant notre fringale de matières premières.

La crise financière de l'année 2008, sur laquelle ont focalisé les dirigeants politiques occidentaux, relayés par les médias de la pensée unique, pour tenter de nous faire oublier le reste, fut et demeure certes bien réelle. Mais elle ne représente que la partie émergée d'un monstre enfanté par le système capitaliste qui régit le monde depuis des décennies, deux siècles ou plus [2]. Pointer la responsabilité du système financier c'est, pour le libéralisme, faire en quelque sorte la part du feu, pour tenter de sauver l'essentiel, le pouvoir économique devant le pouvoir politique. De même, le plébiscite européen en faveur de Barack Obama vise à redonner fort opportunément une image plus sympathique du libéralisme. Sans nier pour autant l'urgence à oublier l'ère Bush.

Dans l'article de la GR 1092 Crise sociale et crise écologique : une convergence historique, nous avons vu que la reconnaissance d'une crise globale ouvrait des perspectives pour un nouveau projet politique, bousculant des modes de pensée trop étroits, dont la stérilité devenait préoccupante et risquait de susciter la résignation devant une construction du monde injuste et suicidaire. L'analyse libérale de la crise tente d'étouffer ces perspectives qu'il faut justement faire grandir.

Dans cette période, sans doute historique, où le capitalisme se révèle pour ce qu'il est, prédateur et dévastateur, aux yeux du monde, un monde qui réfléchit parfois avec sincérité à de nouvelles pratiques, il est en effet opportun de nourrir la réflexion en redécouvrant les principes et les mécanismes de l'économie distributive et montrer que celle-ci peut être au cœur de propositions face à la crise.

La crise d'une fuite en avant

La notion de croissance comme mécanisme générateur d'intérêts sur les prêts financiers, à la base du développement du capitalisme financier, seul capable aujourd'hui de satisfaire les appétits des investisseurs, conduit inévitablement à la catastrophe sur une planète aux contours inextensibles. Lorsque tout aura été transformé en marchandises, des matières premières à l'eau douce, puis à l'air que nous respirons et jusqu'au génome humain, que restera-t-il en effet du bonheur de la vie sur terre ?

Comment faire comprendre que la croissance n'a aucun sens en elle-même, qui suppose toujours de créer de nouveaux besoins, ouvrir de nouveaux domaines à la marchandisation, organiser la rareté pour que les marchandises aient un prix dans cette logique de marché ? Comment accepter que des productions localement surabondantes soient détruites alors que des peuples continuent de mourir de faim dans le monde ? Depuis le café brûlé dans les locomotives au Brésil lors de la crise de 1929 et jusqu'aux fruits de l'agriculture intensive européenne de nos jours ?

Si la population a pu relativement s'enrichir en vendant sa force de travail lors de l'explosion du salariat, les progrès des techniques ont substitué peu à peu le travail des machines à celui des hommes et la part des salaires dans les coûts de production va en diminuant, jusqu'à ne plus pouvoir fournir de quoi vivre à toute la population. Aujourd'hui, la pauvreté et les inégalités sociales grandissent en même temps que le PIB. On voit bien que ce dernier ne saurait être une mesure du bien-être, même avec des aménagements.

Le système génère ainsi ses propres contradictions dans sa course à l'accroissement du capital. élargir la marchandisation, c'est aggraver le pillage des ressources naturelles, des services publics et des biens culturels. Augmenter les revenus du capital en réduisant la part salariale dans les coûts de production signifie moins de salariés, moins bien payés ; mais c'est aussi réduire la capacité de consommation et donc freiner le développement du marché. Et c'est la crise ! Il faut alors favoriser l'accès au marché, via le crédit, d'une population globalement de moins en moins solvable et encourager son accroissement, sur une planète dont on mesure aujourd'hui les limites.

À l'évidence, nous sommes embarqués sur une machine folle, propulsée non pas vers l'avenir, mais vers l'accident final.

Faudra-t-il une nouvelle destruction massive des richesses et de la main d'œuvre comme lors de la seconde guerre mondiale pour relancer la vie économique ?

Peut-on croire aujourd'hui que de simples mécanismes de régulation suffiront à retrouver des équilibres durables

alors que la logique capitaliste a envahi toute la planète ?

Finalement, le développement technologique, lorsqu'il est accaparé par le pouvoir financier, est d'abord utilisé pour la suraccumulation de capital, détruisant les équilibres des sociétés humaines un peu partout dans le monde, au lieu d'alléger la peine des hommes comme le siècle des Lumières puis de nombreux penseurs et défenseurs des droits humains le laissaient espérer.

Dans ces conditions, pour la plupart des peuples, le progrès ressemble à une fuite en avant au lieu de favoriser le développement humain.

Mais ce n'est pas inéluctable.

Emergence de l'économie distributive

Si de premières ébauches de l'économie distributive apparaissent dans le monde anglo-saxon dès la fin du 19ème siècle, nous devons, en France, à Jacques Duboin et à quelques autres d'en jeter les bases dans les années qui ont suivi la grande dépression d'après 1929 [3]. Jacques Duboin, banquier, ancien député et sous-secrétaire d'Etat au Trésor dans les années 1920, fonde, au début des années 1930, l'association Le droit au travail et au progrès social et la revue La Grande Relève des hommes par la machine, dont les titres traduisent cette évidence que le progrès technique n'a de sens que s'il contribue au progrès humain. Un numéro spécial de la GR, publié en octobre 1978 à l'occasion du centenaire de sa naissance, retrace les différentes étapes de la vie et de l'œuvre de Jacques Duboin [4]. Aujourd'hui, Marie-Louise Duboin éclaire jour après jour la pertinence de son analyse dans le contexte du capitalisme financier mondialisé [5], [6].

Pour Jacques Duboin, il y a d'abord la reconnaissance de progrès scientifiques et technologiques décisifs dès le lendemain de la seconde guerre mondiale, et la conviction qu'ils devraient transformer la condition humaine en améliorant la productivité du travail et en permettant ainsi de libérer une partie du temps que l'homme est obligé de consacrer à sa subsistance. Une révolution commencée au néolithique.

Mais il perçoit aussi que la création monétaire destinée à relancer l'économie, alors que le pays sort épuisé de la guerre, en générant de l'inflation, rend fluctuante la valeur marchande des richesses produites. La crise qui se profile révèle cette fois à grande échelle la contradiction entre la productivité croissante du travail des hommes et le peu de bénéfices qu'ils en retirent dans la qualité de leur existence.

C'est que la monnaie commence à être utilisée pour détourner ces bénéfices au profit d'une spéculation purement financière. Déconnectée de son étalon (l'or), elle ne repère plus la valeur réelle des marchandises. Les financiers vont en faire désormais le vecteur d'accumulation du capital via la rémunération du crédit et en s'efforçant d'organiser la rareté, alors que l'évolution des modes de production conduit logiquement à l'abondance.

Jacques Duboin dénonce les énormes destructions de richesses perpétrées sous le prétexte que cette abondance fait baisser les prix. Il clame aussi que la destruction ou l'annexion de pays voisins par la guerre serait un piètre moyen pour accroître les débouchés, puisque les voisins ont aussi des stocks, les victimes ne seront plus consommateurs et, de toute façon, les gains de productivité auront vite fait de créer de nouveau l'abondance. Il faut donc sortir de cette boucle absurde.

C'est en ne donnant à la monnaie qu'uniquement un pouvoir d'achat, hors de toute manœuvre spéculative, que

l'abondance pourrait être distribuée intégralement et démocratiquement, par exemple sous la forme d'un revenu garanti. La monnaie serait créée à valeur égale en même temps que les richesses produites et serait détruite lorsque celles-ci sont achetées. Le crédit, toujours possible, n'engendrerait pas de profit et serait attribué dans le cadre d'un système bancaire public. La valeur des richesses serait déterminée conjointement par les producteurs et les acheteurs, dans une organisation cohérente à grande échelle. La création monétaire serait assurée uniquement par les pouvoirs publics.

Ce sont les bases de l'économie distributive, un simple outil de régulation dans des sociétés humaines qui pourraient alors donner libre cours à leur imagination pour assurer solidairement leur développement et leur épanouissement, au lieu d'être contraintes à la compétition, trop souvent jusqu'à la confrontation. Une exigence supérieure de démocratie [7].

Des réponses à la crise

Quelles réponses l'économie distributive propose-t-elle aux différentes questions ouvertes au terme de l'article précédent (GR 1092) ?

Fondamentalement, l'économie devient un outil de distribution des richesses produites et non plus de recherche du profit. Les avancées de productivité bénéficient à tous. Elle substitue donc une logique de l'abondance à celle de la rareté. Son fonctionnement est régi dans le cadre d'institutions publiques démocratiques et décentralisées et n'est plus soumis au pouvoir financier.

Reprenons les différentes questions.

- Comment s'opposer à la toute-puissance des marchés financiers et se donner les moyens d'une autre politique ?

Une telle révolution, pacifique, doit résulter de la conviction générale que les lois de l'économie ne sont pas des lois de la nature, comme le sont la physique, la chimie ou la biologie, mais seulement des échafaudages montés par les tenants du pouvoir financier, relayés par un personnel politique et des médias dépendants, qui dirigent et font travailler le monde à l'avantage de leur classe, sans souci d'équité, de solidarité, ni de sauvegarde des richesses naturelles. Fort opportunément, ces dirigeants et leur entourage ont trouvé un appui majeur dans les théories monétaristes de Milton Friedman, au début des années 1980, affirmant que seul le marché, à condition qu'il soit le plus large et le plus libre possible, permet un développement harmonieux du monde [8].

Avec les résultats que l'on sait !

Il faut donc développer le débat et convaincre à d'autres logiques. La transition, il est vrai, n'est pas forcément simple à imaginer. Pourtant, la structure globalisée de l'économie, qui apparaît souvent comme un handicap aux remises en question, peut aussi aider à mettre en évidence les nécessités et les multiples expériences locales tentées en réaction aux ravages de l'organisation libérale. Les forums sociaux mondiaux [9] aident largement en ce sens.

Cette transition pourrait se construire à partir d'un renforcement des services publics, incluant les activités bancaires, et la reconstitution d'un secteur public de production, en premier lieu dans les domaines de l'énergie, de l'eau, des matériels de transport et de communication, de certaines matières premières.

Déconnecter l'économie sociale et le secteur coopératif de la logique capitaliste permettrait de retrouver les motivations d'origine dans un large domaine de l'économie proche des citoyens.

- Comment produire, en faveur de qui et pour répondre à quels besoins ?

Comment garantir l'accès de tous aux biens et aux services indispensables, tout en assurant la liberté de choix de chacun ?

On peut imaginer sans peine les besoins fondamentaux auxquels il faudra répondre immédiatement, dans le cadre du revenu garanti : logement, alimentation, énergie, santé, éducation, transport... En contrepartie, chacun aura à fournir une tâche de production ou de service, sauf dans les temps de la jeunesse, de la vieillesse et dans les situations d'incapacité. L'expression des besoins résultera néanmoins d'un dialogue permanent avec la société. Dans les entreprises, les acteurs de la production trouveront, bien mieux qu'aujourd'hui, les développements à envisager si les besoins sont déjà clairement exprimés, plutôt que de devoir les susciter par la publicité.

- Comment renouveler notre approche du travail, sa finalité, son contenu, son statut et sa rémunération ?

Dans la société, chacun a accès à des richesses grâce aux revenus que lui garantit sa propre contribution à la création de celles-ci.

Il sait qu'il est acteur de la solidarité dont il bénéficie également à différentes périodes de son existence, sans avoir à craindre une défaillance du système. Il n'a pas besoin de consacrer l'essentiel de son temps de veille pour garantir toute sa place dans la société.

De nombreux services ou activités sont accessibles gratuitement, soit parce qu'ils sont financés dans le périmètre de la solidarité, soit parce qu'ils sont proposés bénévolement.

On ne peut évidemment pas préciser aujourd'hui le point d'équilibre, mais toutes les richesses produites sont distribuées sans détournement en faveur du capital.

- Comment garantir à nouveau le droit aux savoirs, aux arts et à la culture, aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, le droit à la santé, au sport, à l'habitat et à la ville où beauté et fonctionnalité se conjuguent, le droit à une consommation de qualité non aliénante ?

Sans l'angoisse du lendemain, plus disponible, dans une société plus solidaire, chacun mesurera mieux les droits auxquels il peut prétendre pour vivre pleinement sa vie et activer son propre dynamisme. C'est bien l'un des principaux enjeux d'un renouveau de notre démocratie.

- Comment mettre l'être humain et son environnement naturel au cœur du développement, à l'opposé des logiques de profit à court terme ?

Comment réinventer l'appropriation sociale des biens communs de l'humanité ?

Comment repenser notre vision même de l'individu « en transgressant les approches économiques, sociales, psychologiques ou politiques, en le réinscrivant à partir de sa globalité dans sa réalité anthropologique dans le travail et hors du travail » ?

C'est par la connaissance et dans ses échanges avec les autres que chacun peut et pourra mieux appréhender l'histoire et le devenir de notre monde.

Il y trouvera tous les arguments pour se convaincre que l'homme est indissolublement lié à la nature, fragile épaisseur à la surface de notre planète, et dont il est seulement une composante, mais avec une responsabilité à la hauteur de son influence.

Il comprendra certainement que le mieux est d'en savourer le bonheur et de tout faire pour le vivre solidairement dans l'espace (que les autres peuples en profitent aussi) et dans le temps (que les générations à venir en profitent encore).

Si l'économie n'est plus le bras armé d'une minorité, mais la garantie de la sérénité, alors il y a place pour une réflexion partagée qui apportera des réponses de bon sens aux questions ci-dessus.

[1] Svante Arrhenius, Conférences sur quelques problèmes actuels de la chimie physique et cosmique faites à l'Université de Paris en avril et mai 1922 ; partie 4, Les sources mondiales d'énergie ; Paris, Gauthier-Villars, 1922, (Bibliothèque Nationale de France, Gallica, web). Lien vers une brève biographie d'Arrhenius : <http://gyevrard.club.fr/index.htm>

[2] Voir par exemple l'encyclopédie Wikipédia : http://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire_du_capitalisme#L.27.C3.A9mergence_du_capitalisme

[3] Entretien avec M.-L. Duboin.

[4] La Grande Relève des hommes par la science, Jacques Duboin, sa vie, son oeuvre, N°760, octobre 1970.

[5] M.-L. Duboin, Les Affranchis de l'an 2000, Ed. Syros, Paris, 1984.

[6] M.-L. Duboin, Mais où va l'argent ? Ed. du Sextant, Paris, 2007.

[7] Rappelons qu'un résumé des thèses de l'économie distributive est déjà paru dans nos colonnes (voir GR 983 de décembre 1998). Ce texte tient sur une feuille de format A4 qui peut être expédiée : il suffit de nous envoyer à cette fin une enveloppe timbrée à l'adresse voulue.

[8] Voir par exemple l'encyclopédie Wikipédia : http://fr.wikipedia.org/wiki/Milton_Friedman#Une_nouvelle_conception_de_la_politique_mon.C3.A9taire

[9] NDLR : celui de cette année a lieu en ce moment même à Belem, au Brésil. Voir ci-dessous page 12.